

**REPUBLIQUE  
DE  
VANUATU**



**REPUBLIC  
OF  
VANUATU**

**JOURNAL OFFICIEL**

**OFFICIAL GAZETTE**

8 Décembre 1980

No. 16

December 8th 1980.

SONT PUBLIES LES  
TEXTES SUIVANTS

ARRETES

1. Arretes No. 6<sup>d</sup> De 1980
2. Arretes No. 7<sup>b</sup> De 1980
3. Arretes No. 11 De 1980
4. Arretes No. 13 De 1980
5. Arretes No. 14 De 1980

NOTIFICATION  
OF PUBLICATION

ORDERS

1. Nil
2. Nil
3. Order No. 11 of 1980
4. Order No. 13 of 1980
5. Order No. 14 of 1980

NOMINATION

L'Office de Gestion Foncière  
Rurale.

APPOINTMENT

Rural Land Corporation

AVIS

- \* Avis d'Inscription modificative de la "COMPAGNIE DE NAVIGATION INTERNATIONALE DES N.H."
- \* Avis D'IMMATRICULATION DE Monsieur Gilbert PARRISE
- \* Avis D'IMMATRICULATION DE Monsieur David RUSSET

NOTICE OF WINDING-UP ORDER

1. Cassava Pacific Limited  
No 87 of 1980
2. Hebridean Management Limited  
No 88 of 1980
3. South Sea Freighters Limited  
No 89 of 1980
4. Visual Island Productions Ltd  
No. 90 of 1980
5. West European Insurance Co.  
Limited No. 91 Of 1980

ARRETE RELATIF A LA NOMINATION DU CHEF DU SERVICE  
DE L'IMMIGRATION

Portant nomination du Chef du Service de l'Immigration conformément aux dispositions du Règlement Conjoint N° 18 de 1971 et relatif aux questions connexes.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

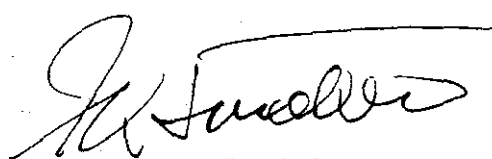
VU le paragraphe 1 de l'Article 3 du Règlement Conjoint N° 18 de 1971.

A R R E T E

Article 1er.6 Le Commandant de Police est nommé Chef du Service de l'Immigration.

Article 2.- Le présent arrêté entrera en vigueur à compter du 18 Septembre 1980.

FAIT à PORT-VILA, le 18 Septembre 1980.

  
F.K. TIMAKATA  
Ministre de l'Intérieur

ARRETE RELATIF A LA NOMINATION DU CHEF DU SERVICE  
DES PASSEPORTS

Portant nomination du Chef du Service des Passeports conformément aux dispositions du Règlement Conjoint N° 11 de, 1980 et relatif aux questions connexes.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

VU l'Article 13 du Règlement Conjoint N° 11 de 1980.

A R R E T E

ARTICLE 1er.- Le Commandant de Police est nommé Chef du Service des Passeports.

ARTICLE 2.- Le présent Arrêté entrera en vigueur à compter du 18.....  
*Septembre*... 1980.

FAIT A PORT-VILA, le 18 *Septembre*..... 1980.

  
H.K. TIMAKATA  
Ministre de l'Intérieur

ARRETE N° 11 DE 1980

Relatif aux demandes d'établissement et de prorogation des passeports et aux droits payables à ce titre.

LE PREMIER MINISTRE

VU l'Article 13 du Règlement N° 11 de 1980 sur les passeports

A R R E T E

ARTICLE 1.- Un passeport demeure valide pendant une période de cinq années à compter de la date de sa délivrance, il peut être prononcé pour une période supplémentaire de cinq années à compter de la date d'expiration de sa validité.

ARTICLE 2.- Une personne demandant l'établissement ou la prorogation d'un passeport fournit les renseignements et les pièces prévus au formulaire figurant à la Partie 1 de l'Annexe.

ARTICLE 3.- Une personne demandant que les noms de mineurs âgés de moins de 16 ans soient ajoutés sur son passeport remplit le formulaire figurant à la Partie 2 de l'Annexe.

ARTICLE 4.- Les droits payables sont les suivants :

- a) demande d'un nouveau passeport 1.500 FNH
- b) demande de prorogation d'un passeport 750 FNH
- c) demande visant à faire figurer sur un passeport le nom d'une personne âgée de moins de 16 ans 500 FNH

ARTICLE 5.- Le présent Arrêté entrera en vigueur à la date de sa signature.

A N N E X E

PARTIE 1

Règlement N° de 1980 sur les passeports

Demande d'établissement ou de prorogation de passeports

1. Signalement du demandeur

NOM -----  
 PRENOMS -----  
 LIEU DE NAISSANCE -----  
 DATE DE NAISSANCE -----  
 PROFESSION -----

DOMICILE -----  
 TAILLE -----  
 COULEUR DES YEUX -----  
 SIGNES PARTICULIERS -----  
 SEXE -----  
 ETAT MATRIMONIAL -----

2. Personnes de moins de 16 ans dont les noms doivent figurer sur le passeport

NOM -----	NOM -----
PRENOMS -----	PRENOMS -----
DATE DE NAISSANCE -----	DATE DE NAISSANCE -----

3. Je soumetts par les présentes une demande d'établissement/prorogation de passeport N° -----, joins trois photographies de 5cm x 3,80 cm au moins et 6,30 cm x 5 cm au plus et fait figurer au dos de l'une d'entre elles l'attestation suivante :

Je certifie que cette photographie est ressemblante à -----  
 ----- que je connais depuis au moins 2 ans.

4. Je déclare que le signalement figurant au présent formulaire est correct et que la (les) personne (s) mentionnée (s) à la Partie 2 est (sont) mon (mes) enfant (s) ou mon (mes) enfant (s) adopté (s).

Signature et empreinte digitale du pouce droit du demandeur ou de son père, de sa mère, ou de son tuteur lorsqu'il s'agit d'une personne âgée de moins de 18 ans.

\* Le passeport doit être déposé avec toute demande de prorogation.  
 La photographie n'est pas nécessaire pour une prorogation.

PARTIE 2

Règlement N° de 1980 sur les passeports

Demande visant à faire figurer sur un passeport les noms de personnes âgées de 16 ans.

Je soussigné ----- titulaire du passeport N° -----  
 ----- demande par les présentes que le (les) nom (s) de la (les) personne (s) de moins de 16 ans dont le signalement figure ci-dessous soit (soient) reporté (s) sur mon passeport et déclare que cette (ces) personne (s) est (sont) mon (mes) enfant(s) ou mon (mes) enfant (s) adopté (s).

Date -----

Signature du demandeur (ou empreinte digitale du pouce droit) -----

\* Le passeport doit être déposé avec la demande.  
 \* Rayer les mentions inutiles.

FAIT à Port-Vila le 30 Juillet 1980.

W.H. LINI

VALIDITY AND APPLICATION FOR PASSPORTS ORDER

To provide for the length of validity of passports the manner of applying for Passports and their Renewal and the fees payable on applications.

In accordance with Section 13 of the Passports Regulation No 11 of 1980 I make the following Order.

1. A passport shall be valid for 5 years from the date of issue but may be renewed for a further five years from the date of expiry of validity.
2. A person applying for a passport or renewal thereof shall complete the particulars and furnish the evidence provided for in the form in Part 1 of the Schedule.
3. A person applying to have the names of persons under the age of 16 years added to a passport shall complete the form contained in Part 2 of the Schedule.
4. The fees payable shall be -
 

(a) Application for a new Passport	1,500	FNH
(b) Application for renewal of a Passport	750	FNH
(c) Application for addition of name of a person under the age of 16 years to a passport.	500	FNH
5. This Order shall come into operation on the date of signature.

SCHEDULE

Part 1

Passports Regulation No 11 of 1980

Application for Passport or for Renewal of a

Passport

1. Particulars of Applicant :

NAME \_\_\_\_\_

FORENAMES \_\_\_\_\_

BIRTH PLACE \_\_\_\_\_

DATE OF BIRTH \_\_\_\_\_

OCCUPATION \_\_\_\_\_

ADDRESS \_\_\_\_\_

HEIGHT \_\_\_\_\_

COLOUR OF EYES \_\_\_\_\_

SPECIAL MARKS \_\_\_\_\_

SEX \_\_\_\_\_

MARITAL STATUS \_\_\_\_\_

2. Persons under the age of 16 years whose names are to be endorsed on Passport (if applicable)

NAME _____	NAME _____
FORENAMES _____	FORENAMES _____
DATE OF BRITH _____	DATE OF BRITH _____

3. I hereby apply for a Passport/Renewal of Passport No. \_\_\_\_\_ and attach three copies of a photograph which is at least 2 ins X 1½ ins but not larger than 2½ ins X 2 ins one copy of which is certified on the back as follows :-

I certify that this photograph is a true likeness of \_\_\_\_\_ whom I have known for not less than 2 years.

4. I declare that the particulars contained in this application are correct and the person(s) names in Part 2 to be my child(ren) or my adopted child(ren).

Signature or right thumb print of Applicant or Parent or Guardian of applicant under age of 18 years \_\_\_\_\_

- \* Passport should be lodged with application for renewal.  
Photograph not required in case of renewal.

PART 2

Passports Regulation No \_\_\_\_\_ of 1980

Application for addition of names of persons under the age of 16 years to a Passport.

I \_\_\_\_\_ holder of Passport No. \_\_\_\_\_ hereby apply to have the name (s) of persons under 16 years whose particulars are given below endorsed on my passport and declare him/her/them - to be my child(ren) + or my adopted child(ren)+

Dated \_\_\_\_\_

Signature of applicant (or right thumb print) \_\_\_\_\_

- \* Passport must be lodged with application.  
+ delete where necessary.

MADE at Port Vila this 30<sup>th</sup> day of July 1980.

W.H. LINI  
Prime Minister and  
Minister of Foreign Affairs

A R R E T E

relatif au modèle des passeports délivrés aux citoyens vanuatuans.

LE PREMIER MINISTRE

VU l'Article 13 du Règlement n° // de 1980 sur les passeports (le Règlement)

A R R E T E

ARTICLE UNIQUE - Les passeports délivrés en vertu des dispositions de l'Article 10 du Règlement doivent être conformes au modèle figurant à l'annexe.

A N N E X E

A. Couverture

1. Blason avec les mots :

"Republic of Vanuatu" and  
"PASSPORT"

"République de Vanuatu" et  
"PASSEPORT"

2. Une fenêtre réservée au nom du titulaire et au numéro du passeport peut également être prévue.

B. L'intérieur de la page de couverture du passeport doit porter le blason et le texte suivant :

The President of the Republic of Vanuatu requests and requires in the name of the Republic all those whom it may concern to allow the bearer peacefully to pass without let or hindrance and to afford the bearer such assistance and protection as may be necessary.

Au nom de la Nation, le Président de la République de Vanuatu prie instamment toutes les autorités compétentes de bien vouloir laisser passer librement le titulaire du présent passeport et de lui offrir assistance et protection le cas échéant.

C. Les recommandations suivantes doivent figurer à l'intérieur de la couverture arrière du passeport ainsi que sur la dernière page si besoin est :

IMPORTANT NOTES

1. This Travel Document is the property of the Republic of Vanuatu.
2. Passports should not be sent from one country to another by post unless absolutely necessary.

RECOMMENDATIONS IMPORTANTES

1. Le présent titre demeure la propriété de la République de Vanuatu.
2. Il ne peut être acheminé d'un pays à un autre par voie postale, sauf en cas de nécessité absolue.



3. This is a valuable document and should not be altered in any way or allowed to pass into the possession of an unauthorised person.

If lost or destroyed, the fact and circumstances should be reported to the nearest Vanuatu Consulate or Police Station.

4. Children who have reached the age of sixteen years require separate travel documents.
5. The renewal of this Passport is normally affected by the issuing authorities. If this Document has already been renewed, the holder should make sure before leaving the Republic that it will be valid until his return. In the event of expiry of validity outside Vanuatu the holder may apply for extension at a Consulate or Mission acting for or representing Vanuatu or by post.

3. Le présent passeport est un document important qui ne doit subir aucune altération, de quelque nature que ce soit, ni se trouver en la possession d'une personne non qualifiée pour le détenir.

En cas de perte ou de destruction, un rapport circonstancié doit être fait au Consulat vanuatuan ou au Commissariat de Police le plus proche.

4. Les enfants ayant atteint l'âge de seize ans doivent être munis d'un passeport individuel.
5. Le renouvellement d'un passeport est en principe effectué par le Chef du Service des passeports. S'il a déjà été prorogé, son titulaire doit s'assurer avant son départ pour l'étranger qu'il possède une durée de validité suffisante. La prorogation d'un passeport expiré au cours d'un séjour à l'étranger peut être demandé soit à un Consulat ou à une Mission agissant pour le compte ou représentant la République de Vanuatu soit par voie postale en l'adressant au Chef du Service des Passeports.

D. Les pages 1, 2, 3, 4 et 5 se présentent comme suit.

Page 1

BLASON

REPUBLIC OF VANUATU  
PASSPORT

REPUBLIQUE DE VANUATU  
PASSEPORT

Name :  
Nom :  
Fore Names :  
Prénoms :  
Birth Place :  
Lieu de naissance :

.../...

Date of Birth :  
Date de naissance :  
Occupation :  
Profession :  
Address :  
Domicile :

Page 2

DESCRIPTION :  
SIGNALEMENT :

Height :  
Taille :

Colour of Eyes :  
Couleur des yeux :

Special Marks :  
Signes particuliers :

Accompanied by : children  
Accompagné de : enfants

Name Nom	Fore names Prénoms	Date of birth Date de naissance
-------------	-----------------------	------------------------------------

.....

.....

.....

Page 3

Photograph of bearer	Photographie du titulaire
Signature of bearer :	Signature de titulaire :

Page 4

This passport is valid for all countries	Ce passeport est délivré pour tous pays
---	--

Issued at :  
Délivré à :  
On the :  
Le :  
Date of Expiry :  
Il expire le :

Signature and stamp of the issuing authority.	Signature et cachet de l'autorité ayant délivré le passeport.
--	--

Page 5

The validity of This Passport  
is renewed to :

Renewed at :

Fait à :

On the :

Le :

La validité du présent passeport est  
prorogée jusqu'au :

Signature and stamp of the  
renewing authority :

Signature et cachet de l'autorité  
ayant prorogé la validité :

E. Page 6 : le mot " observations " doit figurer en haut de la page.

F. Page 7 : le mot " visas " doit figurer en haut de cette page et des pages  
suivantes.

G. Les indications suivantes doivent figurer sur la dernière page.

Emergencies - the holder should insert  
below particulars of two  
relatives or other persons  
who may be contacted in  
the event of illness or  
accident.

Cas d'urgence - personnes pouvant  
être prévenues en  
cas de maladie ou  
d'accident.

NAME  
NOM

NAME  
NOM

ADDRESS  
ADRESSE

ADDRESS  
ADRESSE

TELEPHONE  
TELEPHONE

TELEPHONE  
TELEPHONE

Fait à Vila le.....*30<sup>th</sup> July*.....1980

W.H. LINI  
Premier Ministre et Ministre  
des Affaires Etrangères.

FORM OF PASSPORTS ORDER

To provide for the form of Passports issued to Citizens of Vanuatu.

In accordance with Section 13 of the Passports Regulation No. // of 1980 (the Regulation) I make the following Order -

1. Passports issued in accordance with Section 10 of the Regulation shall conform to the model laid down in the Schedule.

SCHEDULE(a) Cover

1. National Coat of Arms together with the words  
"Republic of Vanuatu" and "RÉPUBLIQUE DE VANUATU" et  
"PASSPORT" "PASSEPORT"
2. Provision shall be made for name of Passport holder and Passport number.

(b) Inside the front cover of the Passport the following shall be printed -  
Coat of Arms

The President of the Republic of Vanuatu requests and requires in the name of the Republic all those whom it may concern to allow the bearer peacefully to pass without let or hinderance and to afford the bearer such assistance and protection as may be necessary.

Au nom de la Nation, le Président de la République de Vanuatu prie instamment toutes les autorités compétentes de bien vouloir laisser passer librement le titulaire du présent passeport et de lui offrir assistance et protection le cas échéant.

## (c) Inside the back cover and on last page if necessary the following notes shall be printed -

IMPORTANT NOTES

1. This Travel Document is the property of the Republic of Vanuatu.
2. Passports should not be sent from one country to another by post unless absolutely necessary.
3. This is a valuable document and should not be altered in any way or allowed to pass into the possession of an unauthorised person.

If lost or destroyed, the fact and circumstances should be reported to the nearest Vanuatu Consulate or Police Station.

RECOMMENDATIONS IMPORTANTES

1. Le présent titre demeure la propriété de la République de Vanuatu.
2. Il ne peut être acheminé d'un pays à un autre par voie postale, sauf en cas de nécessité absolue.
3. Le présent passeport est un document important qui ne doit subir aucune altération, de quelque nature que ce soit, ni se trouver en la possession d'une personne non qualifié pour le détenir.

En cas de perte ou de destruction, un rapport circonstancié doit être fait au Consulat vanuatuan ou au Commissariat de Police le plus proche.

4. Children who have reached the age of sixteen years require separate travel documents.

4. Les enfants ayant atteint l'age de seize ans doivent être munis d'un passeport individuel.

5. The renewal of this Passport is normally effected by the issuing authorities. If this Document has already been renewed, the holder should make sure before leaving the Republic that it will be valid until his return. In the event of expiry of validity outside Vanuatu the holder may apply for extension at a Consulate or Mission acting for or representing Vanuatu or by post.

5. Le renouvellement d'un passeport est en principe effectué par le Chef du Service des passeports. S'il a déjà été prorogé, son titulaire doit s'assurer avant son départ pour l'étranger qu'il possède une durée de validité suffisante. La prorogation d'un passeport expiré au cours d'un séjour à l'étranger peut être demandé soit à un Consulat ou à une Mission agissant pour le compte ou représentant la République de Vanuatu soit par voie postale en l'adressant au Chef du Service des Passeports.

(d) Pages 1,2,3,4 and 5 shall be as follows:-

Page 1

COAT OF ARMS

REPUBLIC OF VANUATU  
PASSPORT

REPUBLIQUE DE VANUATU  
PASSEPORT

Name:

Nom :

Fore Names:

Prénoms:

Birth Place:

Lieu de naissance:

Date of Birth:

Date de naissance:

Occupation:

Profession:

Address:

Domicile:

Page 2

DESCRIPTION:

SIGNALEMENT:

Height:

Taille:

Colour of Eyes:

Couleur des yeux:

Special Marks:

Signes particuliers:

Accompanied by:

Accompagné de:

children

enfants

Name Nom	Fore names Prénoms	Date of birth Date de naissance
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

Page 3

Photograph of bearer  
Signature of bearer:

Photographie du titulaire  
Signature de titulaire:

Page 4

This passport is valid for  
all countries

Ce passeport est délivré pour  
tous pays

Issued at :  
Délivré à :

On the :  
Le :

Date of Expiry:  
Il expire le:

Signature and stamp of the  
issuing authority.

Signature et cachet de l'autorité  
ayant délivré le passeport.

Page 5

The validity of This Passport  
is renewed to:

La validité du présent passeport est  
prorogé jusqu'au:

Renewed at:  
Dait à:

On the :  
Le :

Signature and stamp of the  
renewing authority:

Signature et cachet de l'autorité  
ayant prorogé la validité:

(e) Page 6 shall bear the word "observations" at the top.

(f) Page 7 onwards shall bear the word "visas" at the top.

(g) Last page before notes shall have the following:-

Emergencies - the holder should insert  
below particulars of two  
relatives or other persons  
who may be contacted in  
the event of illness or  
accident.

Cas d'urgence - personnes pouvant  
être prévenues en  
cas de maladie ou  
d'accident.

NAME  
NOM

NAME  
NOM

ADDRESS  
ADRESSE

ADDRESS  
ADRESSE

TELEPHONE  
TELEPHONE

TELEPHONE  
TELEPHONE

MADE at Vila this 30 July 1980

W.H. Lini  
Prime Minister and  
Minister of Foreign

ARRETE No. 14 de 1980

*W. Hodye Luvii*

RELATIF A LA REFORME FONCIERE  
(TERRES RURALES) (2)

Relatif à la création d'un office de gestion foncière rurale, a ses fonctions, à la gestion et au contrôle exercés par cet office sur certaines terres rurales et questions connexes.

LE MINISTRE DES AFFAIRES FONCIERES :

Vu les dispositions de l'article 19 du Règlement de 1980 relatif à la réforme foncière;

ARRETE :

ARTICLE 1 - Dans le présent arrêté, sauf lorsque le contexte l'exige autrement :

"office" désigne l'office de gestion foncière rurale créé en application de l'article 2.

"exercice budgétaire" désigne l'exercice budgétaire de l'office; il est le même que celui adopté par le gouvernement.

"Ministre" désigne le ministre des affaires foncières en exercice ou tout autre ministre agissant en son nom.

ARTICLE 2 - (1) Il est par les présentes créé un office appelé office de gestion foncière rurale.

(2) L'office a la personnalité morale; il possède un sceau et peut ester en justice.

ARTICLE 3 - L'office peut exercer les fonctions suivantes :

(a) gérer des terres, des plantations ou des propriétés résidentielles;

(b) agir en qualité d'agent pour le compte de l'Etat ou de tout autre office ou personne;

(c) s'occuper de la gestion de placements;

(d) diriger toute entreprise commerciale;

(e) participer à toute activité foncière, y compris la mise en valeur des terres a des fins résidentielles, industrielles ou commerciales;

(f) exercer les activités de personnes travaillant dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de

l'exploitation de scieries ainsi que de la plantation et du commerce en bois de construction;  
(g) exercer les activités d'entrepreneur ou d'ingénieur civil;  
(h) transformer les produits agricoles y compris le coprah, le cacao et le riz.

ARTICLE 4 -

L'office est investi des pouvoirs suivants :

- a) gérer, acheter et vendre tous biens meubles et immeubles, y compris les logements de ses employés;
- b) prendre ou donner des terres à bail;
- c) promouvoir ou financer toute entreprise;
- d) sous réserve de conditions spécifiques ou générales imposées par le Ministre, emprunter des fonds en émettant des obligations ou de toute autre manière, y compris sous forme d'avances bancaires;
- e) prêter des fonds et garantir des emprunts ;
- f) mettre en place ou participer à la création d'un régime de retraites du personnel de l'office ou des personnes à sa charge;
- g) mener des programmes de recherche;
- h) prélever des droits;
- i) employer toute personne, société ou office;
- j) conclure tout accord, bail, cession ou transfert de terres pour le compte de l'Etat ou de tout propriétaire coutumier; en outre, toute clause stipulant dans un de ces actes que l'office agit pour le compte de l'Etat ou de propriétaires coutumiers, selon le cas, constitue une garantie suffisante pour l'autre partie prenante audit accord, bail, cession ou transfert;
- k) placer sur un compte de dépôt bancaire les fonds n'étant pas immédiatement nécessaires à l'exercice de ses fonctions et effectuer tout autre placement autorisé par le Ministre;

ARTICLE 5 -

1) faire usage de tout autre pouvoir résultant des dispositions mentionnées ci-dessus ou s'avérant

1) Par délibération ou autrement, l'office peut déléguer à son directeur général, avec ou sans conditions, tout ou partie des pouvoirs et attributions qu'il estime nécessaire à une bonne expédition des affaires courantes de l'office.

2) Les dispositions du paragraphe 1) n'autorisent pas l'office à déléguer ses pouvoirs en vue de :

- a) prendre des décisions relatives aux principes directeurs régissant les fonctions de l'office:



- b) autoriser des dépenses excédant le montant fixé périodiquement par l'office.

- ARTICLE 6 -
- 1) L'office se compose d'un président, d'un vice-président ainsi que de trois membres au moins et huit au plus, tous nommés par le Ministre.
  - 2) Sous réserve des dispositions du paragraphe I), le mandat des membres de l'office est d'un an et peut être reconduit.
  - 3) Un membre de l'office peut, par préavis écrit de trente jours minimum, donner sa démission au Ministre.
  - 4) Le Ministre peut, par publication au Journal Officiel, relever un membre de ses fonctions.

- ARTICLE 7 - Les membres de l'office, autres que fonctionnaires, perçoivent les indemnités et les allocations fixées par le Ministre après consultation du ministre des finances.

- ARTICLE 8 -
- 1) L'office emploie un secrétaire qu'il nomme conformément aux dispositions de l'article 10.
  - 2) Le secrétaire ou la personne occupant ce poste assiste à toutes les réunions de l'office et en prépare les procès-verbaux.
  - 3) Le secrétaire :
    - a) a la garde du sceau et des documents de l'office;
    - b) reçoit les actes de procédure et de poursuites signifiés à l'office et il s'acquitte des autres devoirs que l'office ou le président lui assigne.

- ARTICLE 9 -
- 1) Sous réserve du paragraphe 2 ci-dessous, les réunions de l'office se tiennent aux lieux et heures indiqués périodiquement par le président ou, en son absence, par le vice-président.
  - 2) La première réunion est convoquée par le Ministre.
  - 3) Lors des réunions de l'office, le quorum est atteint lorsque trois membres sont présents.
  - 4) Le président ou, en son absence, le vice-président assure la présidence des réunions de l'office.
  - 5) Les délibérations ne sont frappées de nullité pour

cause de vacance de poste que si le nombre des sièges vacants est supérieur à deux (2).

6) L'office peut inviter toute personne à prendre part aux réunions, avec voix consultative seulement.

7) Les décisions de l'office sont prises à la majorité des membres présents et votants; le président, ou le vice-président selon le cas, a voix prépondérante.

8) Si un membre a des intérêts financiers directs ou indirects dans tout contrat, proposition de contrat ou dans toute autre affaire concernant l'office, il informe le président de la nature de ses intérêts dans les meilleurs délais.

9) Sous réserve des dispositions fixées par arrêté par le Ministre, l'office peut élaborer son propre règlement intérieur pour la présidence, la convocation, le renvoi de ses réunions et pour la conduite de ses débats.

ARTICLE IO - I) Sous réserve du paragraphe 2, l'office peut nommer, à des taux de rémunération et aux conditions et modalités d'emploi qu'il estime appropriés :

a) un directeur général qui est le premier officier d'administration de l'office et qui contrôle toutes ses opérations;

b) le secrétaire de l'office;

c) tous autres agents et employés que l'office estime nécessaires au bon exercice des fonctions qui lui incombent.

2) La nomination du directeur général est soumise à l'approbation préalable du Ministre.

ARTICLE II - Les fonds de l'office se composent de :

a) subventions de l'Etat provenant de fonds affectés à cette fin par le Parlement;

b) autres subventions;

c) emprunts contractés par l'office;

d) autres recettes perçues par l'office dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE I2 - L'office détient, pour le compte des parties qui en sont dument bénéficiaires, les excédents de disponibilités qu'il réalise dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions.

ARTICLE 13 - L'Etat peut garantir les prêts consentis à l'office.

ARTICLE 14 - Le ministre des finances fixe :

- a) le montant maximum des dettes cumulées que l'office peut contracter sans autorisation préalable;
- b) le montant maximum des emprunts individualisés que l'office peut souscrire jusqu'à concurrence du montant ci-dessus.

ARTICLE 15 - 1) L'office assure sa propre comptabilité, tient les livres faisant état de ses recettes et dépenses et établit un état de compte annuel pour chaque exercice budgétaire.

2) Les comptes de l'office sont vérifiés chaque année par un vérificateur des comptes indépendant accrédité par le ministre des finances et nommé par l'office.

3) Dès que possible après la fin de chaque exercice budgétaire, l'office fait parvenir au Ministre ainsi qu'au ministre des finances, les comptes vérifiés accompagnés de tout rapport établi par le vérificateur des comptes et y joint toutes observations pertinentes.

ARTICLE 16 - 1) 45 jours au plus tard avant le commencement de la session budgétaire annuelle du Parlement, l'office établit à l'intention du Ministre un rapport annuel d'activités.

2) Un exemplaire des comptes vérifiés de l'exercice budgétaire précédent, tels qu'ils sont prévus à l'article 15, ainsi qu'un exemplaire du budget prévisionnel pour l'exercice en cours sont annexés au rapport.

3) Lors de la session budgétaire annuelle, le Ministre soumet le rapport annuel au Parlement en y ajoutant toutes observations utiles.

ARTICLE 17- Si l'office de gestion sollicite l'octroi des subventions visées à l'alinéa a) de l'article II, il doit, pour permettre au gouvernement d'en arrêter le montant à inscrire au budget, soumettre au ministre des finances, 90 jours au plus tard avant le commencement de l'exercice pour lequel la subvention est requise, les recettes et les dépenses prévisionnelles pour cet exercice. L'office soumet également les prévisions des crédits non - utilisés devant être reportés sur l'exercice suivant.

ARTICLE 18 - Tout contrat qui, s'il était passé entre des personnes physiques, devrait légalement être :

a) scellé, doit être établi, modifié ou exécuté par l'office et être scellé;

b) signé par les parties, peut être établi, modifié ou exécuté pour le compte de l'office après apposition de la signature de la personne expressement ou implicitement habilitée à cet effet par l'office;

c) valide, s'il s'agissait d'un contrat verbal, peut similairement être établi, modifié ou exécuté pour le compte de l'office par une personne expressement ou

ARTICLE 19 - Devant tout tribunal ou dans toute action en justice, l'apposition du sceau de l'office sur un document établit, jusqu'à preuve du contraire, que ledit document a été correctement fait et passé pour le compte de l'office.

ARTICLE 20 - Tout contrat ou accord relatif aux terres ou aux opérations s'y déroulant, en cours avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, ne peut être invoqué à la charge ou au profit de l'office.

ARTICLE 21 - Les pouvoirs figurant à l'article 8 du Règlement de 1980 relatif à la réforme foncière sont délégués à l'office pour lui permettre d'exercer les fonctions qui lui incombent.

ARTICLE 22 - Aucun membre ou employé de l'office ne peut être tenu responsable d'un acte commis ou omis de bonne foi en application des dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 23 - Après consultation avec l'office, le Ministre peut périodiquement lui imposer des directives auxquelles l'office est tenu de se conformer.

ARTICLE 24 - Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de sa signature.

FAIT à Port-Vila, le

1980.

  
Sethy Regénvanu

Ministre des Affaires Foncières

LAND REFORM (RURAL LAND) (No.2) ORDER

No. 14 OF 1980

To provide for the establishment of the Rural Land Corporation, for the functions of that Corporation, for that Corporation to have general management and control over certain rural land and for matters connected therewith.

IN EXERCISE of the power contained in Section 19 of the Land Reform Regulation 1980, I hereby make the following Order :-

- Interpretation.**
1. In this Order unless the context otherwise requires:
- "the Corporation" means the Rural Land Corporation established under Clause 2;
- "financial year" means the financial year of the Corporation and shall be the same as that of the Government Financial year;
- "Minister" means the Minister for the time being responsible for land or any Minister acting on his behalf.
- Establishment of the Corporation.**
2. (1) There is hereby established a body corporate to be known as the Rural Land Corporation.
- (2) The Corporation shall have perpetual succession and a common seal and may sue and be sued in its Corporate name.
- Functions of the Corporation.**
3. The Corporation may exercise any of the following functions :-
- (a) manage land, plantations or residential properties;
  - (b) act as an agent for the Government or any other body or person;
  - (c) carry on business as an investment manager;
  - (d) manage any kind of business enterprise;
  - (e) engage in any business relating to land including its development for residential, industrial or commercial purposes;
  - (f) undertake the business of farmers, ranchers, cultivators of timber, sawmillers and timber merchants;
  - (g) undertake the business of builders or civil engineers;
  - (h) process any crops grown on land including copra, cocoa and rice.

Powers of the Corporation.

4. The Corporation shall have the following powers -
- (a) hold, buy and sell real or personal property including houses for employees of the Corporation;
  - (b) lease land to or from any person;
  - (c) promote or finance any undertaking;
  - (d) subject to such specific or general conditions as the Minister may make borrow money by the issue of Debentures or in any other manner including overdraft;
  - (e) lend money and guarantee loans;
  - (f) establish or participate in any pension scheme for the benefit of its employees and their dependents;
  - (g) carry out programmes of research;
  - (h) charge fees;
  - (i) employ any persons, firms or bodies;
  - (j) enter into agreements, leases, conveyances or transfer of land on behalf of the Government or any custom owners and a recital in any such agreement, lease, conveyance or transfer that the Corporation is acting on behalf of the Government or custom owners as the case may be shall be sufficient to indemnify any other party to such agreement, lease, conveyance or transfer;
  - (k) invest funds not immediately required for the purposes of its functions in bank deposits and such other investments as may be authorised by the Minister;
  - (l) such other powers as may incidental to the above mentioned powers or necessary to enable the Corporation to carry out its functions.

Delegation of Functions to General Manager.

5. (1) The Corporation may, by resolution or otherwise, delegate to the General Manager with or without restrictions or conditions, as the Corporate thinks fit, such of its powers and functions as it deems expedient for the efficient discharge of the day to day operations of the Corporation.
- (2) Nothing in subclause (1) shall permit the delegation of the power -
- (a) to make major decisions of policy in connection with the functions of the Corporation;
  - (b) to authorise expenditure exceeding such amount as may, from time to time, be fixed by the Corporation.

Composition of the Corporation.

6. (1) The Corporation shall consist of a Chairman, a deputy chairman and not less than two (2) nor more than eight (8) other members all appointed by the Minister

- (2) Subject to subclause (1) members of the Corporation shall hold office for a period of one (1) year and shall be eligible for reappointment.
- (3) A member of the Corporation may resign by not less than 30 days notice in writing to the Minister.
- (4) The Minister may remove a member from office by notice published in the Gazette.

Allowances  
for Members.

7. Members of the Corporation who are not public officers shall be paid such allowances and expenses as the Minister may determine after consultation with the Minister of Finance.

Secretary to  
the Corporation.

8. (1) There shall be a Secretary to the Corporation who shall be an employee thereof and appointed by the Corporation in accordance with Clause 10.
- (2) The Secretary or a person acting in that office shall attend all meetings of the Corporation and prepare minutes thereof.
- (3) The Secretary shall -
- (a) keep in safe custody the seal and all documents of the Corporation;
  - (b) receive all process served on the Corporation and carry out such other duties as the Corporation or Chairman shall direct.

Meetings of  
the Corporation.

9. (1) Subject to subclause 2, meetings of the Corporation shall be held at such times and places as the Chairman or in his absence, the Deputy Chairman may from time to time appoint.
- (2) The first meeting shall be convened by the Minister.
- (3) The quorum at meetings shall be three (3) members.
- (4) The Chairman or in his absence the deputy chairman shall preside at every meeting of the Corporation.
- (5) The proceedings at any meeting shall not be invalidated by any vacancies in the membership provided the number of such vacancies does not exceed two (2).
- (6) The Corporation may invite any persons to participate in meetings but they shall have no vote.
- (7) Decisions of the Corporation shall be made by a majority vote of members present and voting, the chairman or the deputy chairman (as the case may be) having a casting vote.
- (8) If a member has any pecuniary interest, direct or indirect, in any contract or proposed contract or other matter relating to the Corporation he shall as soon as practicable disclose to the Chairman of the Corporation the fact and nature of his interest.

- (9) Subject to such rules as the Minister may make by Order, the Corporation may make internal rules regulating its procedures for the chairmanship, calling, conducting and adjournment of meetings of the Corporation.
- General Manager and Employees of the Corporation.** 10. (1) Subject to subclause (2), the Corporation may from time to time, appoint, at such remuneration and upon such terms and conditions as it may think fit -
- (a) a General Manager who shall be the chief administrative officer of the Corporation and all its operations;
  - (b) the Secretary to the Corporation; and
  - (c) such other officers and employees as it may consider necessary for the proper and efficient discharge of the functions of the Corporation.
- (2) The appointment of the General Manager shall require the prior approval of the Minister.
- Funds of the Corporation.** 11. The funds of the Corporation shall consist of -
- (a) grants from the Government out of monies appropriated by Parliament for such purposes;
  - (b) grants from other sources;
  - (c) monies borrowed by the Corporation;
  - (d) monies received by the Corporation in any other way in the course of the discharge of the functions.
- Funds to be held in Trust.** 12. Any surplus funds generated by the Corporation in the course of carrying out its functions and powers shall be held by it in trust for those parties properly entitled thereto.
- Guarantee of Loans.** 13. The Government may guarantee any loans to the Corporation.
- Control of Borrowing.** 14. The Minister of Finance shall prescribe :-
- (a) the aggregate maximum indebtedness that the Corporation may incur without his consent in writing; and
  - (b) the maximum individual sums that the Corporation may likewise borrow.
- Accounts and Audits.** 15. (1) The Corporation shall keep proper accounts and other records in respect of its receipts and expenditure and shall cause to be prepared an annual statement of account in respect of each financial year.



- (2) The accounts of the Corporation shall be audited annually by independent and properly qualified auditors approved in writing by the Minister of Finance and appointed by the Corporation.
- (3) As soon as is reasonable after the end of each financial year the Corporation shall transmit to the Minister and Minister of Finance audited accounts together with any report made by the auditors thereon and such explanations as the Corporation may consider appropriate.

Annual Report.

- 16. (1) The Corporation shall make an annual report of its activities to the Minister not less than 45 days before the commencement of the annual budget session of the Parliament.
- (2) A copy of the audited accounts for the previous financial year provided for in Clause 15 and provisional accounts for the current financial year shall be attached to the report.
- (3) The Minister shall submit the annual report together with such comments as he may have thereon to Parliament during the annual budget session.

Submission of Estimates for Purpose of Grants.

- 17. If the Corporation shall need a grant referred to in Clause 11 (a), so that the Government may determine the amount thereof for inclusion in the Budget the Corporation shall not less than 90 days before commencement of the financial year during which the grant is required submit to the Minister of Finance estimates of expenditure and receipts for that year and of unexpended funds carried forward.

Contracts.

- 18. A contract which if made between natural persons would by law be :-
  - (a) required to be sealed shall be made varied or discharged by the Corporation under seal;
  - (b) required to be in writing signed by the parties may be made varied or discharged on behalf of the Corporation in writing signed by a person acting with its express or implied authority;
  - (c) valid if made by parol only may be made varied or discharged by parol on behalf of the Corporation by any person acting with express or implied authority.

Evidence of sealing of documents.

- 19. The fact that a document bears the seal of the Corporation shall be prima facie evidence in any court or legal proceeding that the document has been properly executed on behalf of the Corporation.

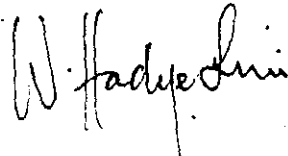
Previous contracts.

- 20. All contracts and agreements in connection with, or in relation to the land or any business conducted thereon and subsisting before the coming into force of this Order shall have no effect against or in favour of the Corporation.

- Minister's delegation of powers. 21. For the purpose of carrying out its functions, the powers contained in Section 8 of the Land Reform Regulation 1980 are hereby delegated to the Corporation.
- No personal liability to members or employees. 22. No person<sup>al</sup> liability shall attach to any member or employee of the Corporation in respect of anything done or not done in good faith, and without negligence under the provisions of this Order.
- Minister's Directives. 23. The Minister may from time to time after consultation with the Corporation issue directives to the Corporation and the Corporation shall be obliged to carry out such directives.
- Commencement. 24. This Order shall come into force on the date of signature.

MADE at Port Vila the 4<sup>th</sup> day of December 1980.

  
Sethy Hegenvanu  
Minister for Lands.



REPUBLIQUE DE VANUATU

NOMINATION

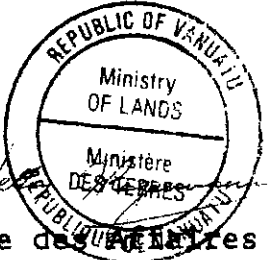
Le Ministre des Affaires Foncières,

VU l'Article 6 de l'Arrêté N°                    de 1980 relatif à la  
Réforme foncière (Terres rurales                    ) (2)

Nomme les personnes suivantes membre de l'Office de Gestion Foncière Rurale:

- IOLU ABBIL..... Président
- Martin TAMATA..... Vice-Président
- Job DALESA..... Membre
- Martin ADAM..... Membre.

Fait à Port-Vila le 04 Décembre 1980.

  
Ministre des Affaires Foncières  
Sethy REGENVANU

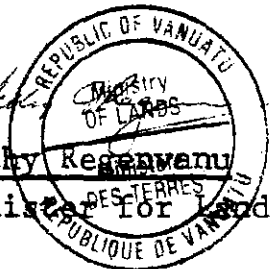
REPUBLIC OF VANUATU

APPOINTMENT

In accordance with Clause 6 of the Land Reform (Rural Land) (N°2) Order N° of 1980, I appoint the following persons as members of the Rural Land Corporation.

- Iolu ABBIL..... Chairman
- Martin TAMATA..... Deputy Chairman
- Job DALESA..... Member
- Martin ADAM..... Member.

Dated the *fourth* day of *December* 1980.

  
*Sethy Reganvanu*  
Minister for Lands.

AVIS D'INSCRIPTION  
MODIFICATIVE  
-----

D'une déclaration déposée le 27 octobre 1980 aux fins d'inscription modificative à l'immatriculation effectuée au Greffe du Tribunal de Première Instance de Port-Vila concernant la société dénommée "COMPAGNIE DE NAVIGATION INTER-ILES DES NOUVELLES-HEBRIDES", société anonyme au capital de 8 000 000 de Francs N.H. dont le siège social est à Port-Vila et immatriculée au Registre du Commerce de cette ville sous le N° 70 B 15, il résulte que :

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue le 28 juillet 1980, et d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 17 septembre 1980, ainsi que d'une déclaration de souscription et de versement reçue le 2 octobre 1980 par Me P. de GAILLANDE, Notaire à Port-Vila, le capital social de la susdite société a été réduit à 2 000 000 de Francs N.H., puis anéanti, puis reconstitué pour être porté à 5 000 000 de Francs N.H. En conséquence l'article 6 des statuts est modifié comme suit :  
"Article 6 - Capital Social : Le capital social est actuellement fixé à la somme de cinq millions de Francs N.H. Il est divisé en 2500 actions de 2 000 Francs N.H. nominal chacune portant les numéros 1 à 2500, toutes de la même catégorie et intégralement libérées."

Fait à Port-Vila, le 27 octobre 1980.

Le Greffier en Chef :

P. de GAILLANDE

COUR SUPREME DE VANUATU

AVIS D'IMMATRICULATION

D'une déclaration déposée le 24 octobre 1980  
au Greffe de la Cour Suprême de Vanuatu, il résulte que :

Monsieur Gilbert PARISSE, de Nationalité Française, né le 12 novembre 1942 au HAVRE (France), demeurant à Port-Vila, qui y exploite un commerce de Snack-Bar à l'enseigne "PETE'S BURGERS" a fait une demande d'immatriculation au Registre du Commerce de Port-Vila.

Il est immatriculée sous le N° 80 A 347.

PORT VILA, le 24 octobre 1980

LE GREFFIER EN CHEF

P. de GAILLANDE

COUR SUPREME DE VANUATU

AVIS D'IMMATRICULATION

D'une déclaration déposée le 13 Novembre 1980 au Greffe de la Cour Suprême de Vanuatu, il résulte que :

Monsieur David RUSSET, de Nationalité Française, né le 25 mars 1957 à Port-Vila, y demeurant qui exploite un commerce de Loueur d'Equidés à Mélé près Port-Vila à l'enseigne "RANCH DE LA COLLE" a fait une demande d'immatriculation au Registre du Commerce de Port-Vila.

Il est immatriculé sous le N° 80 A 348.

Port-Vila, le 13 novembre 1980

Le Greffier en Chef

P. de GAILLANDE



IN THE SUPREME COURT OF VANUATU

IN THE MATTER of

<u>CASSAVA PACIFIC LIMITED</u>	No. 87 of 1980
<u>HEBRIDEAN MANAGEMENT LIMITED</u>	No. 88 of 1980
<u>SOUTH SEA FREIGHTERS LIMITED</u>	No. 89 of 1980
<u>VISUAL ISLAND PRODUCTIONS LIMITED</u>	No. 90 of 1980
<u>WEST EUROPEAN INSURANCE CO. LIMITED</u>	No. 91 of 1980

and

IN THE MATTER of the Companies Regulation (Cap. 9)

NOTICE IS HEREBY GIVEN that petitions for the winding up of the above named companies by the Supreme Court of Vanuatu holden at Vila, were on the first day of December, 1980 presented to the said Court by Gary Benjamin Vanderluis, Registrar of Companies, Vila AND that the said petitions are directed to be heard before the Court sitting at Vila on the fourteenth day of January, 1981 and any creditor or contributory of the said companies desirous to support or oppose the making of an order on the said petitions may appear at the same time of the hearing in person or by his counsel for that purpose; and a copy of the petition(s) will be furnished by the undersigned to any creditor or contributory of the said companies requiring such copy on payment of the regulated charges for the same.

*Albinderluis*  
Registrar of Companies

NOTE: Any person who intends to appear on the hearing of the said petitions must serve on or send by post to the abovenamed, notice in writing of his intention so to do. The notice must state the name and address of the person, or, if a firm, the name and address of the firm and must be signed by the person or firm or his or their solicitor (if any), and must be served, or if posted, must be sent by post in sufficient time to reach the abovenamed not later than one o'clock in the afternoon on the twelfth day of January, 1981.